

LE JOUR, 1954
25 NOVEMBRE 1954

AUTOUR D'UNE CONVERSATION A NEW-YORK

En visitant M. Mendès-France à New-York pour l'entretenir des affaires du Proche-Orient et du monde arabe méditerranéen, notre Ambassadeur aux Etats-Unis a accompli un acte non seulement de courtoisie mais de raison.

Nous savions que M. Charles Malik avait depuis le Conseil Economique et Social de l'ONU d'excellentes relations avec M. Mendès-France. L'occasion était évidemment à saisir pour faire avec le Président du Conseil de France un "tour d'horizon" proche-oriental, arabe et méditerranéen. **De ce tour d'horizon M. Charles Malik s'est dit fort satisfait.**

Notre Ambassadeur a rapporté l'impression que la politique de M. Mendès-France méritait qu'on lui fit crédit parce que les dispositions de M. Mendès-France concordaient avec les vœux de tous les amis de la justice et de la liberté dans l'ordre.

M. Charles Malik, après l'entretien, a fait savoir naturellement qu'il en ferait part à son Gouvernement comme aux représentants des 15 nations arabes et asiatiques à l'ONU. On sait que la terminologie "arabo-asiatique", pour ce qu'elle a de confus et d'informe ne nous plaît guère. Nous sommes en toute chose pour la précision et la clarté. Mais, comme un hommage aux ténèbres, la formule "arabo-asiatique" revient encore de temps en temps dans les dépêches.

M. Charles Malik a parlé du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et d'Israël sans doute. Cela faisait plus d'un sujet brûlant mais qu'un diplomate libanais de quelque importance avait le devoir d'aborder. **Ce n'est pas faire de la politique et de la diplomatie en effet que de se dérober quand une matière fondamentale se propose.**

Comme nous connaissons Charles Malik, il a dû parler avec la plus grande franchise, la plus grande netteté. Nous ne doutons pas que M. Mendès-France se soit montré aussi intéressé que compréhensif. Le Président du Conseil de France doit être plus sensible qu'un autre aux questions arabes, à cause de l'Afrique du Nord (et de la position française dans tout le Proche-Orient), et à la question de l'Etat sioniste parce qu'il est le chef du Gouvernement de la France et qu'il appartient à la communauté juive.

Nous serions heureux d'être assurés que M. Mendès-France, quand il invite les Arabes à la modération, pense, en même temps, qu'Israël devrait cesser de faire obstacle à la paix, qu'Israël devrait s'incliner devant les décisions internationales et comprendre la nécessité de l'internationalisation de Jérusalem.

En tout état de cause, l'entretien de Charles Malik avec M. Mendès-France ne peut avoir que des conséquences heureuses. **Peut-être portera-t-il douze ou quinze**

gouvernements à réfléchir avec moins de passion à des problèmes du premier rang que trop souvent on ne mûrit pas assez.

Nous souhaitons pour notre part qu'une telle initiative soit le point de départ d'un renouveau de notre politique étrangère. Nous n'avons aucune raison de nous enliser dans les lieux communs quand notre métier, quand notre vocation est de porter le flambeau.